

Salaires invraisemblables pour la bureaucratie hospitalière

Article rédigé par *Polémia*, le 27 novembre 2020

Source [Polémia] Il viendra un temps, probablement assez proche, où l'on analysera avec suffisamment de recul les politiques publiques qui ont précédé la pandémie et celles qui ont été décidées, à l'occasion de celle-ci, en réaction aux incohérences du passé, sans pour autant y remédier en rien et dans la plus grande panique.

Carnage économique

On fera le constat qu'un État que l'on dit faible aura été capable, en peu de temps, de mater dans la plus grande violence la révolte socio-économique et identitaire d'une partie de sa population fin 2019, avant de décréter l'assignation à résidence du plus grand nombre. On ne pourra s'empêcher, à ce propos, d'observer le contraste tragique entre cette force quasi dictatoriale – sous prétexte démocratique cependant – appliquée sans relâche aux foules immenses des bons citoyens et la faiblesse insigne de nos gouvernants lorsqu'il s'agit de mater une minorité islamisée dont le peuple français ne supporte plus la toxicité civilisationnelle. Pour les uns, la matraque puis le déclin économique ; pour les autres, l'impuissance de l'État de droit qui n'est plus que l'État des lâches.

C'est ainsi que les Français, au nom d'une préoccupation sanitaire au demeurant légitime, ont été privés de la première des libertés, celle d'aller et venir. On peut concevoir que, dans l'urgence et devant la crainte d'une mortalité effroyable, de telles dispositions aient pu être prises au printemps dernier.

Cependant, depuis lors, les saisissantes conséquences de ce carnage économique sont connues, au point que toute récidive paraissait exclue. Or, c'est le contraire qui se produit, alors même que l'épidémie s'étend à grande vitesse (ce que nul ne conteste), mais que sa mortalité reste faible. Qui plus est, rien ne démontre aujourd'hui que l'absurde confinement à géométrie variable, décrété par le pouvoir, aura un quelconque effet sur la mortalité au final, si ce n'est pas éventuellement un effet délétère. Le destin d'un virus respiratoire de virulence faible, c'est de circuler. Et c'est à l'Homme de s'adapter biologiquement. Mettre un pays à l'isolement en laissant les frontières ouvertes ne sert à rien. Des personnes très âgées et très fragiles meurent un peu plus tôt que prévu. Parfois – rarement – des plus jeunes viennent hélas à succomber, qui alimentent l'indécente hystérie parlementaire du ministre Véran. C'est la vie, la vraie, pas (encore) la *Possibilité d'une île* de Houellebecq, où l'immortalité se paie d'un mortel ennui. Ce n'est pas la peste mentale que nous inoculent les médias aux ordres ; cette peste qui terrorise, qui paralyse et qui finira, elle, par tuer vraiment. Par achever notre pauvre pays qui n'en peut plus.

Le prix de l'assèchement de l'hôpital

Dès lors, le politique ne semble attentif qu'à un seul paramètre : l'engorgement des hôpitaux, indicateur éminemment médiatique qui permettrait, au moindre faux-pas à l'italienne, d'instruire son procès en impéritie. Sans que l'on sache vraiment qui instrumentalise l'autre dans le registre de la panique, la cour du prince et ses médocastres, avec l'appui des professionnels du psittacisme médiatique, décrètent qu'il est

désormais permis de mourir de tout, sauf de Covid. Car des morts il y en aura, mécaniquement, par l'écroulement de l'activité habituelle de l'hôpital et en raison des conséquences économiques et sociales désastreuses de la précaution à tout prix (et à court terme) érigée en horizon indépassable de l'action publique. Ces morts, cependant, ne feront pas de procès à nos professionnels de la rente publique et des logements de fonction. Ils paieront le prix de l'assèchement de l'hôpital par des comptables et des ronds-de-cuir qui ont organisé depuis vingt ans non seulement leur propre pléthore, mais aussi la mise en coupe réglée des soignants, condamnés à l'obéissance quand ce n'est pas à la servilité vis-à-vis des nouveaux seigneurs.

Le fameux « Ségur de la santé », qui a consisté à donner un peu d'argent aux soignants pour les calmer, a masqué la réalité : la grande caste des directeurs – gestionnaires, qui prolifèrent à tous les étages du système de santé, a fait tomber un rideau de fer sur l'hôpital. Covid est là et Manitoba ne répond plus : les recrutements de médecins et infirmières sont suspendus, les projets de soins en berne, l'impérialisme budgétaire vire à l'autoritarisme ; les soignants sont priés de faire comme si l'hôpital fonctionnait normalement, alors qu'en réalité c'est le désastre. Tout comme dans la société française, sommée de se recroqueviller dans sa coquille par la tyrannie sanitaire, alors que les barbus sont en liberté partout. Sans parler des trop fameux « territoires perdus » où l'on s'embrasse à qui mieux mieux entre chasseurs-cueilleurs, tout en narguant la maréchaussée.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)